

Questions orales

Finances, et ce dernier m'a assuré qu'il en discuterait à fond avec ses homologues des provinces.

L'AIDE FINANCIÈRE DESTINÉE À LA RECHERCHE ET AU DÉVELOPPEMENT

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, comme le ministre responsable de la recherche scientifique est absent je vais poser ma question au ministre des Finances. Le ministre responsable de la recherche scientifique a annoncé il y a quelques mois une hausse importante de dépenses du gouvernement dans ce domaine en fixant pour objectif de consacrer 1.5 p. 100 du produit national brut à la recherche et au développement scientifiques au plus tard en 1983.

Le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor ont annoncé que le budget de la recherche scientifique serait réduit de 50 à 60 millions de dollars. Le gouvernement a-t-il décidé quand le pays affecterait 1.5 p. 100 du produit national brut à la recherche scientifique comme le ministre l'a annoncé il y a plusieurs mois?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nous avons modifié l'ordre des priorités dans ce domaine. Au mois de juin, bien sûr, nous avons effectivement annoncé des mesures visant à inciter le secteur privé à faire plus de recherches de développement. Naturellement, nous nous préoccupons vivement de la recherche et du développement, mais nous ne pouvons intervenir que dans la mesure où le gouvernement fédéral en a les moyens.

M. Orlikow: Monsieur l'Orateur, comme on prévoit dans le discours du trône d'aider davantage les industries dans le domaine de la fabrication, de l'énergie et des transports, le ministre pourrait-il expliquer pourquoi on a réduit les budgets de recherches touchant la forêt, la pêche et l'agriculture soit les domaines qui offrent le plus de possibilités d'emploi?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, il n'y a pas eu de coupure, par exemple, dans le domaine de la recherche relative à l'agriculture, comme l'honorable député y a fait allusion. Le ministre en cause ou les ministres responsables ont tâché de déterminer quelles étaient les priorités au sein de leur ministère. Ils ont alors décidé de les changer quelque peu. Toutefois, je tiens à réaffirmer que nous sommes toujours intéressés à aider en autant que faire se peut la recherche au Canada, mais dans la conjoncture actuelle nous devons évidemment faire face à des restrictions budgétaires.

* * *

[Traduction]

LA RADIODIFFUSION

LES NOUVELLES NATIONALES SUR LES ONDES DU RÉSEAU ANGLAIS DE RADIO-CANADA

M. Marke Raines (Burnaby-Seymour): Merci, monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. L'honorable représentant ne s'inquiète-t-il pas de voir que les nouvelles nationales normalement diffusées à 11 heures à Radio-

[M. Horner.]

Canada semblent avoir été remplacées par un reportage sur les événements sportifs aux États-Unis? Le secrétaire d'État peut-il communiquer avec Radio-Canada pour voir si les nouvelles nationales peuvent être diffusées de nouveau à 11 heures, comme d'habitude? Nous versons un demi-milliard de dollars par an à la Société d'État et nous ne pouvons même pas obtenir les nouvelles nationales à l'heure prévue.

L'hon. John Roberts (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir de signaler les instances du député à la direction de Radio-Canada.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA DÉVALUATION DU DOLLAR CANADIEN—LES INCIDENCES SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Sinclair Stevens (York Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Peut-il nous dire s'il est content de voir que la valeur de notre dollar est tombée à 84 cents américains, étant donné que son collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce se déclarait très satisfait d'un dollar de 90 cents?

Le ministre pense-t-il qu'il est encore mieux de l'avoir à 84 cents alors que le yen japonais a été réévalué de 90 p. 100, ainsi que le franc suisse et que, même la lire italienne a été réévaluée de 20 p. 100 par rapport à la valeur de notre dollar il y a deux ans?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le dollar canadien est une monnaie flottante . . .

Une voix: Il a sombré!

M. Chrétien: . . . et sa valeur est déterminée par le marché. Cela présente certains inconvénients, mais la baisse du dollar canadien a également des conséquences bénéfiques. Bien des gens croient que le dollar canadien est sous-évalué alors qu'en fait, il aide les marchandises canadiennes à être plus concurrentielles sur les marchés étrangers, ce qui est profitable à notre économie.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, l'un des facteurs qui contribuent à la baisse du dollar se retrouve dans les déclarations enchevêtrées du ministre des Finances. Le 8 septembre, par exemple, il a signalé lors d'une conférence de presse que les dépenses prévues pour l'année financière 1980 étaient de 52.6 milliards de dollars, mais il a omis d'indiquer quelles recettes le gouvernement comptait obtenir pour cette année-là. Peut-il dire à la Chambre s'il est vrai que les recettes ne s'élèveront qu'à 39.3 milliards de dollars, ce qui veut dire qu'il manquera 13.3 milliards de dollars contre les dépenses qu'il a annoncées lors de cette conférence de presse?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, j'ai déclaré à ce moment-là que les besoins de caisse s'élèveraient à 9.7 milliards de dollars l'année prochaine. Je compte faire dans mon budget une déclaration qui comprendra toutes les prévisions dont nous disposons.